

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 3 avril 2012

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV6

Affaire suivie par : Séverine LONVAUD
N/Référ : SL/2012/244

Téléphone : 05 61 15 37 51
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : severine.lonvaud
@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Extension du site de la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE à COLOMIERS.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de la HAUTE GARONNE

Par courrier en date du 17 février 2011, la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet un projet d'extension de son établissement de Colomiers, et a déposé à l'appui de sa demande un dossier comportant notamment une étude d'impact et une étude de dangers.

I - CONTEXTE

La société GOODRICH AEROSPACE EUROPE exploite deux établissements dans la région toulousaine : l'un à Saint Martin du Touch, l'autre, objet du présent rapport, situé avenue Jean Monnet - ZAC de Gramont, à Colomiers.

Sur le site de Colomiers sont réalisés l'assemblage et le montage final d'ensemble propulsifs d'avions de la gamme AIRBUS, selon trois opérations :

- le montage des systèmes (supports, tuyauteries pour les circuits hydrauliques, le carburant, les huiles, etc., et circuits électriques) sur moteurs,
- la peinture des capots (peinture, ponçage, séchage...),
- le montage et le réglage des capots.

L'effectif sur le site de Colomiers est d'environ 360 personnes. L'emplacement géographique de l'établissement, à proximité immédiate d'AIRBUS, est stratégique puisqu'il facilite la livraison des ensembles propulsifs directement sur les chaînes d'assemblage d'AIRBUS.

Dans le cadre du nouveau programme A350 d'AIRBUS, la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE a été retenue en 2008 pour l'assemblage et la peinture des composants des ensembles propulsifs (dits « nacelles ») de l'A350. Les dimensions de ces ensembles étant plus importantes que celles des nacelles assemblées jusqu'à présent sur le site, la société GOODRICH a donc décidé d'implanter une nouvelle ligne d'application de peinture, et a déposé en 2009 un dossier de demande d'autorisation, daté de septembre 2008. Après enquête publique, un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter lui a été délivré le 15 février 2010.

Plusieurs évolutions sont survenues lors de la mise en œuvre de ce projet d'extension, qui n'a finalement pas été mené à son terme tel que décrit dans le dossier initial et dans l'arrêté préfectoral du 15/02/10. La société GOODRICH a donc déposé en 2011 un nouveau dossier présentant les évolutions envisagées.

Ce dossier, daté de février 2011, fait l'objet du présent rapport.

Le nouveau projet envisagé par la société consiste principalement en une réorganisation de l'activité et des différents flux à l'intérieur du site. Il consiste à déplacer la nouvelle ligne A350, qui était prévue initialement au sud du site à l'intérieur du bâtiment existant, vers le nord dans un nouveau bâtiment distinct du bâtiment existant.

Le présent rapport analyse l'impact de ces modifications par rapport au dossier initial de 2008 et à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/02/10.

II – INSTALLATIONS CLASSÉES ET ACTIVITÉS ASSOCIÉES

1. Rubriques de la nomenclature des installations classées

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime	Évolutions par rapport à l'arrêté préfectoral du 15/02/10
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempe" (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) supérieure à 100 kg/j	200 kg/j	A	Pas d'évolution
2910-A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. A) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel... si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2MW	Chaudières : 1,26 MW Brûleurs des cabines de peinture : 14,75 MW	D	Augmentation : 13,43 MW pour les brûleurs dans l'arrêté préfectoral du 15/02/10
1432-2b	2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure à 100 m³	20,6 m³ éq. Produits neufs 1,2 m³ éq. déchets	D	Augmentation : 14 m³ de produits neufs dans l'arrêté préfectoral du 15/02/10
1131-1	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) 1. Substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 tonnes	3 tonnes (déchets)	NC	-
2560	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : inférieure à 50 kW	40 kW	NC	-

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé).

Le projet envisagé a un impact limité sur les volumes d'activités déclarés au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées.

En particulier, l'activité principale du site, l'activité d'application de peinture, sera inchangée, car le projet consiste principalement à déplacer la ligne de peinture prévue initialement au sud du site vers le nord. Une augmentation des quantités de produits inflammables est cependant à signaler, car, avec la création d'un bâtiment distinct pour le nouveau hall d'assemblage A350, la société prévoit également de créer un local spécifique de stockage des produits neufs dédiés aux avions A350.

Des contrôles annuels des rejets des cabines sont effectués. Les rejets respectent les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 15/02/10, à l'exception du rejet du local de préparation des peintures. Sur ce point, la société s'est engagée dans une démarche de substitution du solvant utilisé par des produits à faible teneur en composés organiques volatils (COV).

4. Bruit

Le déplacement du projet initial vers le côté nord du site conduit à éloigner les installations d'un bâtiment tiers, de la société AIRBUS. Néanmoins, plusieurs dispositions sont prévues pour limiter les émissions sonores des extracteurs d'air des cabines de peinture et des groupes froid principalement:

- pose de ventelles acoustiques sur certaines faces de la terrasse technique au nord du site et installation d'un matériau absorbant sur le plafond du local technique air comprimé,
- pose de silencieux sur certains équipements (rejets et prises d'air neuf de la centrale de traitement d'air, du local technique air comprimé...).

Des contrôles des niveaux de bruit sont par ailleurs prévus à la mise en service.

5. Santé

L'analyse des effets sur la santé a été mise à jour dans le dossier, dans le but d'évaluer les risques spécifiques liés à l'exercice de l'activité projetée sur la santé des populations environnantes.

L'étude recense les effets possibles sur la santé dus aux rejets de l'ensemble du site, et en particulier les rejets atmosphériques des cabines de peinture. Les populations considérées dans l'analyse sont les personnes de la ZAC (entreprises essentiellement) et les personnes hors ZAC résidant dans les habitations situées à 600 mètres du site.

L'évaluation de l'exposition de la population humaine est réalisée pour les polluants identifiés comme traceurs des activités exercées : le chrome gazeux et particulaire.

Cette évaluation montre, pour les activités exercées, un indice de risque IR (indice de risque pour les effets à seuil) inférieur à 1 et à un excès de risque individuel ERI (indice de risque pour les effets sans seuil) inférieur à 10^{-5} , correspondant à une absence de risque avéré pour la population.

6. Risques présentés par les installations projetées

L'étude de dangers jointe au dossier ne met pas en évidence d'évolution majeure par rapport au dossier initial de 2008. Les potentiels de dangers sont liés principalement à l'activité d'application de peinture, qui reste identique dans le cadre du nouveau projet en terme de volume d'activités.

L'analyse de risques conduit donc au final la société à mettre en évidence les mêmes phénomènes dangereux que précédemment, au regard des critères de l'arrêté ministériel et de la circulaire du 29/09/05 relatifs « à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation » :

- l'incendie du local de déchets dangereux situé au nord du site,
- l'incendie de la « zone déchets peintures » servant au stockage intermédiaire de déchets de peintures, située au sud du site, à proximité du local de préparation des peintures.

Les zones d'effets des ces scénarii ne sortent pas des limites de propriété de l'établissement. De plus, aucun effet domino n'est recensé, à l'exception de l'incendie de la « zone déchets peintures » qui pourrait atteindre les groupes froid situés à proximité immédiate ; les conséquences seraient toutefois limitées.

La société rappelle par ailleurs que les modélisations ont été effectuées en considérant comme défaillantes les mesures de prévention existantes, et notamment la détection incendie du local déchets, et la détection incendie et l'extinction automatique par sprinklage de la « zone déchets peintures ».

La principale évolution mise en évidence dans le cadre du nouveau projet et détaillée dans le dossier concerne le mode de récupération des eaux incendie. L'arrêté préfectoral du 15/02/10 prévoyait une récupération de ces effluents via les fosses de rétention des cabines de peinture, le réseau pluvial du site équipé d'obturateurs et certaines parties de la voirie. Dans le cadre du nouveau projet présenté, il est prévu la mise en place d'un bassin enterré de 500 m³, permettant la récupération des eaux sur l'ensemble de la partie

Enfin, une rubrique qui figurait dans l'arrêté préfectoral du 15/02/10 a été supprimée par décret en 2010 : il s'agit de la rubrique associée aux activités de réfrigération et compression n'utilisant pas de fluide toxique ou inflammable.

2. Environnement du site

L'établissement est situé au sein d'une zone industrielle, et est entouré essentiellement par des installations de la société AIRBUS OPERATIONS SAS :

- au nord : terrains appartenant à AIRBUS OPERATIONS SAS,
- à l'ouest, de l'autre côté de l'avenue Jean Monnet : un site logistique de la société SDV Logistique Internationale,
- au sud et à l'est : installations d'AIRBUS OPERATIONS SAS.

Le plan local d'urbanisme de la ville de Colomiers fixe pour cette zone un classement 2UE, qui correspond à une zone spécialisée liée aux activités industrielles et de bureaux à vocation aéronautique en continuité de la zone aéroportuaire de Toulouse Blagnac.

Les premières habitations recensées sont à plus de 600 mètres du site et on retrouve un restaurant à environ 500 mètres. Les bâtiments les plus proches du site sont ceux d'AIRBUS OPERATIONS SAS, situés à 25 mètres au sud et à l'est (restaurant d'entreprise d'AIRBUS).

III - PRINCIPAUX IMPACTS ET RISQUES DU PROJET

1. Intégration dans le paysage

Le nouveau bâtiment projeté est prévu d'aspect architectural homogène avec le bâtiment existant, et les installations voisines. Compte tenu du type d'établissement exploité par la société et de la zone d'activité dans lequel l'établissement est implanté, aucun impact notable sur le paysage n'est à relever.

2. Impact sur l'eau

L'évolution du projet conduit à une augmentation d'environ 700 m³/an de la consommation d'eau du site (soit 26 %), en provenance du réseau public. Cette eau est utilisée principalement pour disposer des conditions hygrométriques nécessaires pour l'application de peinture.

En matière de rejets aqueux, le dossier identifie les mêmes rejets que ceux visés et encadrés par l'arrêté préfectoral du 15/02/10 :

- les rejets sanitaires, qui se font dans le réseau d'eaux usées de la commune,
- les eaux issues d'une aire extérieure de lavage de voitures située au sud du site, et les eaux de lavage des locaux, qui sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau pluvial de la commune.
- les eaux pluviales de voiries et de toitures, qui sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau pluvial pour la zone extérieure de stockage des produits neufs et des déchets, ou dirigées directement vers le réseau pluvial de la commune pour les autres zones du site. La société prévoit de plus l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures en sortie du parking du personnel.

Il n'y a pas de rejet d'eau industrielle au réseau ou au milieu naturel, et il n'y a pas d'évolution de ces rejets par rapport à la situation précédente.

3. Impact sur l'air

Aucune évolution n'est recensée en terme de rejets atmosphériques par rapport au projet initial encadré par l'arrêté préfectoral du 15/02/10. Les principales sources de rejets sont liées à l'activité de peinture et de ponçage, qui restera inchangée, et dans une moindre mesure aux chaudières fonctionnant au gaz et au trafic routier.

extension du site, mais également de la plate-forme existante des produits neufs et des déchets. Cette disposition permet de disposer d'un volume de rétention bien identifié, en lieu et place du réseau pluvial et des voiries.

7. Principales mesures de maîtrise des risques et moyens d'intervention

Il est prévu au sein des installations les mêmes mesures de maîtrise des risques qu'initialement ; ce sont principalement :

- détections incendie dans tous les locaux, reliées au poste de garde et à une société de télésurveillance,
- extinction automatique par sprincklage dans tous les locaux et notamment à l'intérieur des cabines de peinture et de ponçage ;
- murs et plafonds des locaux de stockage des produits neufs et des locaux de préparation des peintures, existants et projetés, coupe-feu 2 heures ;
- mise sur rétention possible de l'ensemble du site ;
- mesures de prévention des sources d'ignition (interdiction de fumer, permis de feu, zonage ATEX...),
- consignes, modes opératoires et formation du personnel,
- protection des installations contre la foudre, contrôles annuels des installations électriques,
- RIA et extincteurs répartis au sein des locaux, et poteaux incendie répartis autour du bâtiment.

IV - CONCLUSIONS

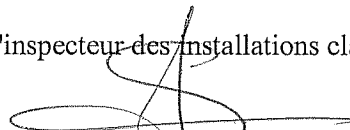
Compte tenu de l'ensemble des éléments présentés précédemment, l'inspection des installations classées estime que les modifications projetées ne sont pas substantielles par rapport au projet précédent ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/02/10.

Ainsi, en application de l'article R.512-33-II du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de donner une suite favorable à la demande de la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE, en encadrant, conformément à l'article R.512-31 du Code de l'environnement, l'exploitation des installations par le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe de ce rapport.

Ce projet d'arrêté reprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral du 15/02/10, de façon à disposer pour l'établissement d'un seul document autoportant. Il intègre le projet d'extension d'activités présenté, en mettant notamment à jour les points de rejets aqueux et atmosphériques de l'établissement et le mode de récupération des eaux incendie, et met à jour les dispositions réglementaires générales applicables (suppression de la rubrique 2920, parution de l'arrêté ministériel du 04/10/10, etc.).

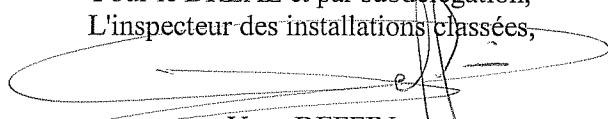
Conformément à l'article R.512-31 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de soumettre ce projet à l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, et propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur des installations classées,



Séverine LONVAUD

Vérifié, et validé le 3 avril 2012
Pour le DREAL et par subdélégation,
L'inspecteur des installations classées,



Yann DEFFIN

